

serait intolérable que l'Organisation soit paralysée faute de ressources, parce que les factures ne sont pas acquittées.⁶

Plusieurs mois plus tard, M^{me} McDougall et M. Mulroney ont repris cette question sans mâcher leurs mots. En mars 1992, à Los Angeles, dans une allocution prononcée devant le *World Affairs Council*, M^{me} McDougall déclarait que «la tâche serait facilitée si un grand nombre de pays, y compris les États-Unis, versaient leurs contributions».⁷ À Montréal, dans un discours de bienvenue prononcé à l'occasion de la visite de M. Boutros Boutros-Ghali, M. Mulroney renchérisait :

L'argent est la meilleure mesure de la volonté politique et malheureusement, certains États membres pensent encore que leurs obligations envers l'ONU sont facultatives. En date du 30 avril, ils devaient la somme totale de 1,9 milliard de dollars pour son budget courant et ses opérations de maintien de la paix. Les gouvernements ont le droit de demander que le Secrétariat de l'ONU se conforme aux normes de gestion les plus élevées. Et le Secrétaire général a pris bon nombre de mesures pour en accroître l'efficacité. Mais aussi efficace que soit la gestion, elle ne pourra jamais compenser pour les déficits et les difficultés de trésorerie auxquels l'Organisation fait face. En date du 21 mai, seulement 14 pays avaient versé intégralement leurs cotisations au budget courant et à celui du maintien de la paix. Le Secrétaire général, le titulaire de l'une des charges les plus importantes au monde, ne devrait pas être traité comme un mendiant des temps modernes, forcé de faire la tournée des riches capitales pour implorer les décisionnaires de payer leur dû. Il doit avoir toute liberté de se consacrer entièrement à diriger l'ONU et à résoudre des problèmes mondiaux, au lieu de quêter au nom de la paix et de la sécurité.⁸

M. Mulroney a également répété qu'il fallait changer la composition du Conseil de sécurité :

Si le Conseil de sécurité veut être à la hauteur des défis qui s'annoncent, il devra lui aussi finir par s'adapter. Il y a un an, j'ai lancé un appel à des réformes visant à rendre la composition permanente du Conseil de sécurité conforme aux réalités actuelles, et non plus à celles de 1945. Nous croyons que la décision d'admettre ou non un pays, comme le dit d'ailleurs la Charte elle-même, devrait se fonder sur sa capacité et sa volonté de contribuer à la paix et à la sécurité internationales, ainsi qu'aux autres objectifs des Nations Unies. C'est ce que l'ex-président Gorbatchev avait en tête lorsqu'il a recommandé dans le discours qu'il a prononcé au début du mois à Fulton, au Missouri, d'ajouter aux membres permanents du Conseil de sécurité le Japon et l'Allemagne -- respectivement les deuxième et troisième

⁶ Ibid., p. 4.

⁷ Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, «Notes pour une allocution de l'honorable Barbara McDougall, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, devant le *World Affairs Council*», 92/10, Los Angeles, mars 1992, p. 4.

⁸ Cabinet du premier ministre, «Notes pour une allocution du premier ministre Brian Mulroney, Conférence internationale des jeunes leaders», Montréal, 22 mai 1992, p. 2.